



ASIE – Responsables civils et religieux unis contre les armes nucléaires

Oslo (Agence Fides) – Face aux dangers d’une escalade nucléaire et aux provocations lancées ces derniers jours par des pays tels que la Corée du Nord, les responsables religieux et de la société civile élèvent un cri afin d’arrêter les armes atomiques et rappellent « l’impact des armes nucléaires ». Comme l’indique une note envoyée à Fides, la « campagne internationale pour l’abolition des armes nucléaires (ICAN) a organisé ces jours derniers à Oslo une rencontre à laquelle participaient de nombreux responsables religieux, plus de 500 représentants de la société civile et 132 représentants de gouvernements, qui ont examiné les « conséquences désastreuses des armes nucléaires ». Des diplomates, des scientifiques, des militants présents ont remarqué que la course à l’énergie nucléaire, à usage civil et militaire, « a des effets dévastateurs sur la santé des peuples et sur l’environnement ». Etaient présents à la conférence les responsables du conseil mondial des églises, qui ont demandé aux gouvernements du monde « d’agir avec responsabilité ». Parmi les participants, se trouvait également S.Em. le Cardinal John Onaiyekan, Archevêque d’Abuja, lequel a déclaré que, « dans un monde civil, les armes nucléaires ne peuvent avoir de place ». Une position qui est partagée par le Président du Comité international de la Croix Rouge, Peter Maurer. Dans le cas des armes nucléaires, la prévention et l’interdiction représentent « le seul chemin possible » a-t-il ajouté. L’évêque anglican japonais Laurence Yutaka Minabe, né de parents ayant survécu à Hiroshima, a raconté son expérience et comment son père est mort de cancer, après avoir été soumis aux radiations.

Certains pays d’Afrique et d’Amérique latine, qui ont expressément renoncé aux armes nucléaires - indique la conférence dans sa conclusion – peuvent fournir « un leadership moral » aux efforts internationaux visant à « libérer le monde des armes nucléaires et à prévenir la catastrophe mondiale que causerait leur usage ». (PA) (Agence Fides 08/03/2013)